

# GAUCHEBDO

SUCESSEUR DE LA «VOIX OUVRIÈRE» FONDÉE EN 1944 • WWW.GAUCHEBDO.CH

N° 43 • 23 OCTOBRE 2015 • CHF 3.-

«Francofonia», du cinéaste russe  
Alexander Sokourov en avant-  
première à la Cinémathèque page 8



Belgique: l'opposition aux  
mesures antisociales du  
gouvernement ne faiblit pas page 6



Genève: reportage dans  
une Sàrl à but  
non lucratif page 4

## Une cuvée 2015 modeste et amère

**ÉLECTIONS FÉDÉRALES** • Avec un parlement plus à droite qui va s'atteler à accélérer le démantèlement de l'Etat social et après le triomphe de l'UDC xénophobe, des pistes sont à chercher, peut-être du côté de Neuchâtel.

On ne sabrera pas le champagne. Les résultats ne sont pas très bons. A Genève, où elle s'était reformée, la coalition Ensemble à gauche est en recul par rapport aux scores réalisés séparément par Solidarités, le parti du Travail et les Indépendants il y a quatre ans. Vaud enregistre également de mauvais scores. Seul Neuchâtel fait mieux que résister, avec la formidable élection de Denis de la Reussille et la liste POP qui progresse de 2% par rapport à 2011. La conquête d'un siège à Berne n'est cependant pas tout à fait une surprise, vu qu'il y a quatre ans, le magistrat loclois recueillait déjà plus de suffrages nominatifs que les élus PS et Verts au National. Pour résumer, les résultats globaux s'inscrivent dans le cadre du recul général de la gauche dans le pays et de la «droitisation» de l'électorat, que nous ont immédiatement expliqué les politologues. Devant un incontestable constat d'échec, certes rendu moins amer grâce aux Neuchâtelois, il paraît indispensable d'identifier les écueils auxquels s'est heurté le discours porté par les candidats de la gauche combative.

On ne manquera pas de mettre à nouveau en évidence les deux serpents de mer toujours fidèles au poste dès que l'on étudie le phénomène des élections fédérales en Suisse. En premier lieu, le fait qu'il manque à l'appel un électeur sur deux à la levée des scellés sur les urnes: on préfère vite remiser le sujet au placard passé la soirée des résultats et on compte sur les chercheurs pour chercher. A l'échéance suivante, on encourage les jeunes à aller voter avec des campagnes dans les médias du niveau de «amène un ami au bureau de vote et reçois un Ipad». C'est pourtant un drame en soi pour la légitimité de la démocratie, qui relègue au second plan une élection fondamentale. Elle ne serait pas suffisamment «mobilisatrice» en comparaison des votations populaires, censées servir d'instrument de correction de l'activité parlementaire et d'outil rendant à la population le pouvoir de légiférer. La gageure de gagner un vote sur une initiative populaire devrait faire réfléchir sur la pertinence de ce discours. Par ailleurs, tel que le souligne une étude récente de la Fondation suisse pour la recherche en sciences sociales (FORS), une part croissante du phénomène, évaluée pour l'instant à 20%, est constituée d'abstentionnistes chroniques, c'est-à-dire de citoyens qui se sentent exclus de la politique pour différentes raisons. Combiné, cela contribue à ce que l'on retrouve au Parlement la photographie d'une structure socio-économique fort différente (âge, formation, centres d'intérêts) de ce que l'on retrouve dans la réalité. C'est ainsi que les candidats ne finissent par s'adresser qu'aux citoyens déjà intéressés et concernés.

### Qui paie gagne

C'est là que le second serpent entre en jeu. On «vend» une offre politique par le biais des dépenses de campagne là où il existe une demande, où l'on peut la créer. Serait-il cavalier d'établir une corrélation directe entre la progression des partis et l'importance de leur budget pub? Il n'empêche que l'ATS relevait déjà dans un article de 2010 que «la prépondérance de l'UDC dans les dépenses publicitaires va très largement au-delà de sa force relative au Conseil national, se situant même 25 points au-dessus de l'importance du parti mesurée en nombre de



sièges». Pour le PLR, un budget augmenté d'un tiers et 40% des dépenses totales des partis: comme résultat, trois sièges en plus. Impossible ainsi d'affronter la superstructure bourgeoise dans un pays qui peine à considérer l'argent comme une arme de destruction massive et où il est quasiment irréalisable de légiférer sur le sujet. Il serait sans doute stimulant de pouvoir concourir enfin une fois à armes égales, mais ce déséquilibre pourtant abyssal (facteur 1 à 10 entre le PS et l'UDC, facteur 1 à 10 entre le PST-POP et le PS) n'est pas la dernière donnée à prendre en compte.

### Tapis rouge pour la casse sociale

Un discours politique, matraqué ou pas, peut entrer à un moment ou un autre en résonance avec les préoccupations immédiates, avec le «zeitgeist» d'une période donnée. On ne peut que déplorer que cette prise de contact se transpose aujourd'hui en résultats électoraux par le truchement de l'immédiateté émotionnelle et de l'efficacité d'une mémoire qu'on

connaissait plutôt aux poissons rouges. En 2011, l'accident de Fukushima- et hop!- six mois plus tard, dix élus vert'libéraux en plus. En 2015, une crise des migrants en Europe – et hop! – trois mois plus tard, dix sièges en plus pour l'UDC. A l'arrivée, il n'y a désormais plus de majorité modérée pour ralentir le démantèlement de l'Etat social et la cannibalisation du monde du travail, déjà tous deux peu ménagés sous la législature précédente.

A l'absence d'horizon stratégique que produit une telle surémotivité réactionnelle au sein des masses, la réponse à donner ne peut s'inscrire que dans la patience et la prise de hauteur. La gauche de gauche doit finir par réussir à convaincre jusque dans ses tripes la majorité de la population que la dynamique actuelle conduit à un modèle social de ségrégation entre très riches, pauvres et très pauvres, et que la classe moyenne (et assimilés) a infiniment plus de chances de se retrouver parmi les plus pauvres qu'avec les très riches. ■

Alexandre Smirnov



IL FAUT LE DIRE...

### Migration: l'enjeu majeur du XXI siècle

Autant le dire clairement: les centaines de milliers de migrants qui ont déjà rejoint l'Europe ne représentent qu'une fraction infime des personnes qui, dans un avenir plus ou moins proche, migreront pour des raisons liées aux dérèglements climatiques. Ces déplacements massifs de populations constitueront certainement l'enjeu majeur du XXIème siècle.

Les chiffres sont effarants: alors que pour l'année 2015, on évoque le chiffre de 400'000 migrants qui auraient rejoint l'Europe, ce sont 250 millions – plus de 600 fois plus – qui pourraient être contraints de quitter leurs terres d'ici à 2050, selon une estimation officielle de l'ONU.

Les causes de ces migrations climatiques – un phénomène déjà en cours, en 2012, les catastrophes naturelles ont forcé 32,4 millions de personnes à abandonner leurs maisons – sont à chercher au niveau de l'explosion démographique (de plus en plus d'habitants, toujours plus concentrés dans des villes situées dans des zones à risque), ainsi que de l'accroissement du nombre et de l'intensité des phénomènes météorologiques violents, lié au réchauffement climatique. Nous devons aussi nous préparer à des crises écologico-politiques majeures autour de l'accès à l'eau, sur fond de fin de l'énergie à bon marché et de dégradation des sols arables. D'ici cinq ans, ce sont 60 millions de personnes qui pourraient migrer des régions dégradées de l'Afrique sub-saharienne vers l'Afrique du Nord et l'Europe.

Ces déplacements massifs et structurels de population auront à l'évidence des conséquences très importantes sur les équilibres démographiques, économiques, sociaux et politiques des pays concernés, qu'il s'agisse des pays de provenance ou des pays d'accueil. Il est plus qu'urgent d'imposer des mesures extrêmement volontaristes en matière de politique climatique, pour autant que la catastrophe puisse encore être évitée.

Julien Sansonnens



# Le POP c'est pour de vrai

**NEUCHÂTEL** • Grâce à une campagne de terrain et un travail remarqué depuis des années à l'exécutif du Locle, Denis de la Reussille rejoint la députation du canton à Berne, alors que le POP est en progression et fait de très bons scores dans les Montagnes.

Dans le canton de Neuchâtel, malgré un petit regain du taux de participation par rapport à 2011, force est de constater que les abstentionnistes sont les vainqueurs de ces élections, le taux de participation ne se montant qu'à 42%. Cette réalité démontre qu'au sein de la démocratie helvétique, plus de la moitié des citoyennes et citoyens ne se reconnaissent pas dans les combats politiques. Par ailleurs et en restant sur un plan plus général, il faudra un jour tenter d'égaliser les moyens financiers si on veut donner à la démocratie une plus juste place. Ce ne sont pas les millions engagés par les grands partis qui doivent faire la différence. Peut-être qu'avec une loi permettant que toutes les formats politiques se trouvent sur la même ligne de départ, ont pourrait assister à une augmentation de la participation électorale.

Ces remarques préalables n'enlèvent rien au succès du POP neuchâtelois, qui peut être fier de ses résultats. Il se réjouit de l'élection au Conseil national de son président Denis de la Reussille. Ce succès est certes dû à sa grande popularité, mais les résultats obtenus par Sarah Blum, Dérya Dursun et Théo Bregnard sont très regroupés et démontrent une belle homogénéité au sein du parti. Elle se mesure en particulier dans le Haut de canton. Ainsi en ville du Locle, le POP atteint les 32%, à La Chaux-de-Fonds le parti, avec 23%, dépasse pour la première fois le PS, aux Brenets le pourcentage atteint 26%.

Cette élection propulse Denis de la Reussille à Berne, le seul représentant de la vraie gauche au parlement. Il avait dit dans la campagne qu'il fallait un début pour que dans l'hémicycle on entende des propos différents



Le Président de la Ville du Locle Denis de la Reussille signe le retour gagnant du POP au Conseil national

répondant profondément aux attentes du peuple et non prioritairement aux intérêts des actionnaires, des lobbys et de finance. Nous avons posé quelques questions au nouvel élu.

**A la Chaux-de-Fonds et au Lode vous effectuez un meilleur score que les candidats PS, comment l'expliquez-vous?**

*Au Locle et à La Chaux-de-Fonds pour la première fois, le POP dépasse les socialistes et je ne pense pas que cet effet ne soit dû qu'à ma personnalité. Pour être élu, la cohérence du parti dans ses engagements fondamentaux était nécessaire, notamment pour représenter la situation des salariés et la défense de l'environnement. Cette clarté de l'engagement est de plus en*

*plus appréciée par la population. On ne vient pas au POP pour faire carrière, mais pour défendre une politique. Cet engagement tranche avec les positions socialistes trop souvent marquées par la recherche des places, ce qui les éloigne dans la pratique de leurs messages électoraux.*

**Pensez-vous que la polémique autour de l'hôpital neuchâtelois a joué un rôle dans votre élection et dans la progression du POP?**  
*Il serait faux de dire qu'il n'y a pas de lien entre le résultat de ces élections et la position du POP dans ce difficile dossier. Mais je pense que sa détermination dans tous les sujets d'actualité démontre que le POP est un parti différent. Cette constance marque peu à peu la popula-*

*tion. J'entends dans mes contacts avec la population que le parti les rassure.*

**Le POP et la gauche combative obtiennent de bons résultats dans le canton de Neuchâtel mais pas dans les autres cantons, comment l'expliquez-vous? Que peuvent apprendre les autres cantons de l'expérience du POP neuchâtelois?**

*Nous n'avons de leçon à donner à personne. Je pense que la section neuchâteloise se distingue par son ouverture d'esprit et sa pratique. Nos élus, nos commissaires et nos militants sont composés d'un nombre important de sympathisantes et sympathisants. Ceux-ci fréquentent le parti, l'animent, prennent des responsabilités administratives ou politiques à l'interne comme à l'externe. C'est cette ouverture me semble-t-il qui enrichit l'examen des positions politiques que nous prenons. Le sectarisme n'existe plus au sein du POP neuchâtelois. Par ailleurs, l'édition du périodique cantonal*

*«POP-Info» permet de mieux faire connaître nos positions et joue un rôle important. Je signale encore que l'ouverture régulière de son secrétariat au public pour des conseils et aides sociales est aussi une pratique qui joue un rôle dans la popularité de notre section.*

**Comment ferez-vous pour défendre la voix de la gauche de la gauche seul au national?**

*Comme j'ai déjà eu l'occasion de le dire durant la campagne, il me paraît important que l'avis de la gauche radicale se fasse entendre à Berne. J'ai bien conscience qu'une seule voix ne sera pas suffisante, mais c'est un début. Nous devons déterminer avec mes camarades quels seront les sujets principaux sur lesquels je devrai mettre l'accent et faire connaître à la population les enjeux des débats. Je suis élu du canton de Neuchâtel et je compte bien défendre ses intérêts à Berne avec les autres élus, mais je me sens également représentant des salariés de toute la Suisse.*

**Comptez-vous rejoindre un groupe politique?**

*Il me paraît évident que si je rejoins un groupe je serai mieux épaulé et je pourrai mieux m'intégrer dans le parlement national. Je n'ai pas encore décidé dans quel groupe je pourrais être le plus à l'aise, mais ce sera entre les socialistes et les Verts. Au Grand conseil, je suis membre du groupe PopVertsSol et cela pourrait être une logique à respecter au plan national, mais je poursuis ma réflexion à ce sujet.*

**Quels sujets vous tiennent particulièrement à cœur pour la prochaine législature à Berne?**

*J'ai dénoncé le rôle des lobbys au sein du parlement fédéral. Nul doute que ce thème restera au cœur de mon objectif. Mais les autres sujets comme les décisions concernant l'âge de la retraite ou sur la fiscalité des entreprises seront des moments importants pour que j'exprime ma sensibilité de popiste, en y ajoutant la défense de l'environnement. ■*

*Propos recueillis par  
Alain Bringolf*

## Au Café Métis, le soir des élections

**GENÈVE** • Plongée au cœur du «stamm» genevois d'Ensemble à gauche à Plainpalais, avec notre camarade Anna Spillmann.

Le soir des votations à Genève, le rendez-vous officiel est dans le spacieux hall d'entrée d'Uni-Mail. Devant l'écran géant, on peut suivre, en attendant les résultats définitifs, la transmission de résultats partiels, côtoyer des candidats vainqueurs et vaincus, et rencontrer des gens de la presse. Le lieu m'évoque de mauvais souvenirs : il y a six ans, le 9 octobre, nous attendions avec impatience la fin du dépouillement pour pouvoir fêter le succès de la coalition PdT/Solidarités, censée unir les forces au moins au niveau cantonal. Consternation! La liste PdT/Solidarités a raté de peu le quorum des 7 %, la liste «Défense des aînés» également. Un parlement cantonal sans aucune voix de gauche et, pire, une forte présence de

l'extrême droite, le MCG et l'UDC occupant 26 des 100 sièges.

L'après-midi du dimanche 18 octobre 2015, Ensemble à Gauche s'est donné rendez-vous au Café Métis. J'y suis allée me réjouissant de croiser des gens au sourire et de faire la bise à Claire, Aude, Gulia, Amanda et à d'autres amies candidates que j'espérais élues. Féliciter également les camarades candidats au Conseil des États. De nouveau la déception! L'analyse donnée entre amis ne différait pas de celle que j'ai lue le lendemain dans *Le Courrier* et dans *la Tribune de Genève*: inquiétude face à un supposé afflux de migrants, peur d'être spolié de son petit bien par l'étranger, peur de l'inconnu etc. Mais bon, même dans des moments d'échec, ça fait du

bien de se retrouver entre camarades, d'être «nous», de faire partie de quelque chose. Pablo Cruchon, répondant de Solidarités pour la campagne électorale, nous donne un nouveau rendez-vous dans quatre ans...

**Du pain sur la planche**

Le lendemain et même après, je n'arrêtais pas de me poser des questions, de m'expliquer les raisons de l'incapacité de la gauche genevoise d'envoyer ne serait-ce qu'un seul représentant au parlement fédéral. N'a-t-elle pas su expliquer qu'il faut aller voter? Sa campagne électorale était-elle à la hauteur des enjeux? Sauf erreur, elle n'a pas pris l'initiative d'organiser de meetings-rencontres sur des sujets brûlants comme l'austérité ou le démantèlement social, que ce soit par la révision de l'AVS ou la réforme de la fiscalité des entreprises, ou encore TISA etc. Cette gauche sait assurément se profiler comme internationaliste, est cohérente, intègre et soucieuse de justice sociale, mais peine à se pencher sur le quotidien des gens et à dialoguer avec eux. Les mouvements sociaux auront du pain sur la planche, la presse de gauche aussi. Donc, soutenez-là. ■

ASn

### MA SEMAINE DANS LA RÉDACTION...

FÉDÉRALES 2015

Lundi, c'est quand même dingue comment la fille Blocher, élue dans les Grisons, ressemble à son père. Presque autant que la fille Le Pen au sien.

(...)

Mardi, le ticket de l'Entente à Genève prend l'eau de toutes parts: le PDC Loretan se retire au profit du PLR Genecand et l'alliance UDC MCG maintient ses candidats. Les affiches MCG maintiennent pourtant un «nouveau souffle» à Berne. Un Genecand et un Loretan. Nouveau souffle. Comme si on promettait de revitaliser la politique américaine avec un Clinton et un Bush.

(...)

Mercredi, le PS a beaucoup communiqué à propos des 100'000 coups de téléphones passés aux citoyens suisses à l'occasion de la campagne. Et étonnamment peu à propos du nombre d'aspirateurs vendus par le biais de cette nouvelle technique commerciale.

(...)

Jeudi, clin d'œil complice au très libéral ex-collègue journaliste Fathi Derder qui s'est bien vautré sur la liste PLR dans le canton de Vaud. En parler et le faire ce n'est pas la

même chose... si vous voyez bien ce que je veux dire hin hin.

(...)

Vendredi, clin d'œil complice bis à Christoph Morgeli, «cerveau» de Blocher, qui finit bon 20<sup>ème</sup> sur la liste UDC à Zurich et se fait shooter hors du Conseil national. Un AVC pour l'UDC.

(...)

Samedi

**GAUCHEBDO**  
**Incroyable**  
**La Suisse**  
**est de droite**

Yeg

### GAUCHEBDO

### IMPRESSUM

Société d'édition de GaucheBdo  
case postale 190, 1211 Genève 8  
Helena de Freitas, présidente hdf@gauchebdo.ch

Rédaction  
25, rue du Vieux-Billard, 1205 Genève  
redaction@gauchebdo.ch | 022 320 63 35  
Joël Depommier, rédacteur en chef jdr@gauchebdo.ch  
Juliette Müller, secrétaire de rédaction jmr@gauchebdo.ch  
Alexandre Smirnov, correcteur asv@gauchebdo.ch  
Stéphane Montavon, dessinateur smn@gauchebdo.ch

Administration  
Jean-Pierre Kohler administration@gauchebdo.ch

Abonnements  
abo@gauchebdo.ch | www.gauchebdo.ch/abo  
CP 168, 1211 Genève 13 | 079 686 79 37 | CCP 12-9325-6

Publicité  
tarifs et informations sur www.gauchebdo.ch/pub

Impression  
Pressor, 6, route de Courroux, 2800 Delémont



# Un «Super dimanche» électoral

**JURA • Statu quo aux fédérales, poussée à droite aux cantonales. Au Parlement, CS-POP perd un siège et le PS deux, mais l'extrême droite demeure la moins forte du pays.**

Le canton du Jura n'a pas échappé à la règle de ce dimanche d'élections: tout comme au niveau fédéral, les deux vainqueurs des élections cantonales sont l'UDC et le PLR. Ces deux partis n'étaient cependant pas en mesure d'inquiéter les parlementaires fédéraux sortants: Pierre-Alain Fridez (PS) et Jean-Paul Gschwind (PDC) sont confortablement réélus au Conseil national, Claude Hêche (PS) et Anne Seydoux (PDC) au Conseil des Etats. A noter que celle-ci obtient près du double des suffrages de son trop fameux colistier Pierre Kohler. Au Conseil national, PDC et PS sont largement en tête avec respectivement 27,6 et 23,7 % des voix, devant le PLR, 16,8 % et l'UDC, 12,8. Le résultat de CS-POP, 3,8 %, est décevant, nettement derrière les Verts avec 7,3 %. L'ensemble de la gauche apparentée totalise 34,8 % des suffrages. En y ajoutant les «Rauraques du Nord», dont la nette majorité des candidats penchait à gauche, on arrive à 36,2 %, soit une baisse de 5,7 % par rapport à 2011. PDC et UDC sont aussi en baisse, tandis que le PLR est en nette remontée.

## Gouvernement: vers le statu quo?

Le premier tour de l'élection au gouvernement cantonal a donné des résultats assez clairs. La première place de Charles Juillard (PDC, sortant) était prévue, mais les surprises sont venues de la socialiste Nathalie Barthoulot (nouvelle), arrivée en

seconde position et de Jacques Gerber (PLR, nouveau) au troisième rang, devant les deux PDC Martial Courtet et Gabriel Willemin (nouveaux). Michel Thentz (PS, sortant) ne termine que sixième, mais le troisième PDC s'est déjà retiré, estimant que le PDC, ayant perdu quelques plumes dans l'élection au Parlement, ne peut pas briguer trois sièges sur cinq au Gouvernement. Michel Thentz n'est plus menacé que par le chrétien-social David Eray, qu'il a distancé de près de 900 voix. Et il devrait pouvoir compter sur un apport d'électeurs des Verts et de CS-POP au second tour, même s'il a parfois été critiqué de ce côté-là. Déjà sixième il y a cinq ans, il avait finalement dépassé le ministre chrétien-social sortant, pourtant arrivé deuxième au premier tour. Le scénario qui semble le plus probable est donc la reconduction de la composition actuelle du Gouvernement: 2 PDC, 2 PS et 1 PLR. Du côté de CS-POP, on espérait mieux que le résultat obtenu par Rémy Meury, douzième avec 3322 voix (11,5 %), mais c'est tout de même nettement plus que la force du parti.

## Parlement: la droite renforcée

La droite (PDC, PLR, UDC) gagne trois sièges pour arriver à 34 élus sur 60. Et à l'intérieur, ce sont les plus à droite qui se renforcent. L'UDC passe de 4 à 8 sièges et le PLR de 8 à 9, tandis que le PDC descend de 19 à 17. Les trois sièges gagnés le sont au

détriment du PS, qui passe de 14 à 12 et de CS-POP qui perd son troisième siège. Les chrétiens-sociaux (PCSI) se maintiennent avec 8 sièges et les Verts avec 4. Chez CS-POP, les deux élus sont Rémy Meury, avec 2298 suffrages et Pierluigi Fedele, 2291, tandis qu'Esther Gelso est élue députée-suppléante avec 1939 suffrages. Dans le district de Delémont, CS-POP a passé de 9,6 % des suffrages à 7 %. C'est la première fois depuis 1990 que CS et POP (séparément) ou CS-POP ne sont pas représentés par trois députés. Autant dire que la déception est grande. CS-POP doit réfléchir aux causes de ce recul pour essayer d'inverser cette tendance. Le PS et les Verts subissent aussi une baisse, mais dans une moindre mesure.

## Triomphe de l'UDC: à nuancer

Vu que l'UDC a doublé sa représentation, sa victoire a eu un large écho dans les médias. Mais si on y regarde de plus près, l'augmentation des sièges est nettement plus importante que l'avance réelle dans l'électorat. L'UDC passe de 9,55 % à 12,9 %. C'est bien sûr une percée importante, mais on est loin du doublement. En outre, au Conseil national, c'est l'inverse, elle recule de 2,7 %. Et avec moins de 13 %, le Jura reste le canton où l'extrême-droite est nettement la moins forte en Suisse. ■

Jean-Pierre Kohler

## VAUD • RIE 3: des compensations insuffisantes

Présentée comme inéluctable, la réforme de l'imposition des entreprises (qui passe d'un taux de 22,3% à 13,7%) dans le canton de Vaud est largement favorable aux milieux économiques. Les mesures compensatoires négociées par le Conseil d'Etat révèlent une fois encore, une inégale répartition des responsabilités sociales. En guise de compensation, le Conseil d'Etat prétend avoir négocié des contreparties, comme les allocations pour enfants et jeunes en formation, l'accueil de jour, les subsides d'assurance maladie et la protection des travailleurs de la construction. Ces mesures sociales continueront cependant à être financées en partie par l'Etat. La réforme provoque ainsi un double transfert de charges vers la collectivité: celle des pertes fiscales effectives et celles du financement des compensations, sans compter les conséquences à long terme d'une austérité programmée. Qui en subira le plus les conséquences?

## Droit aux prestations remis en cause

Depuis plusieurs années, on nous dit que le coût de l'aide sociale augmente. Ce constat s'accompagne souvent d'une stigmatisation des bénéficiaires: motivation, absence de qualifications, pauvreté apparaissent le plus souvent comme des problèmes individuels et non pas comme la conséquence d'un marché de l'emploi toujours plus sélectif. Avec ce discours, le droit à certaines prestations est ainsi remis en cause. Le marché du travail n'est pourtant pas étranger à l'augmentation de ces coûts: des salaires trop bas, des contrats à durée déterminée plongeant nombre de travailleurs dans l'incertitude (et la nécessité de recourir à des compléments sociaux), un accès aux places d'appren-

tissage ultrasélectif, une discrimination à l'embauche pour les étrangers aux statuts précaires. S'il est certain que ces personnes seront les premières victimes des pertes fiscales engendrées, ce n'est pas ainsi qu'on nous présentera les choses. Pour justifier une diminution des prestations, il faudra bien leur trouver quelques défauts de plus.

Parmi ces mesures sociales de compensation, il y en a une qui manque cruellement dans la négociation. Depuis 2016, le SPAS (Service de prévoyance et d'aide sociales) a mis en place nombre de mesures visant à «rendre conformes» les bénéficiaires du RI (revenu d'insertion) au marché de l'emploi pour les insérer, et ainsi les faire disparaître des chiffres de l'aide sociale. Ces mesures étaient au départ destinées aux jeunes sans formation, pour ensuite se généraliser à l'ensemble des bénéficiaires. Plusieurs recherches sur ces programmes pointent la tendance actuelle à activer les bénéficiaires de manière contraignante, sans en faire autant avec les employeurs. Les bénéficiaires se voient contraints de participer, contrairement aux entreprises qui elles ne répondent qu'à des incitations. La réforme actuelle n'est qu'une illustration de plus de ce fait. L'Etat aurait pu par exemple, soutenir les personnes les plus faibles en exigeant un engagement ferme des employeurs à soutenir la formation professionnelle, conçue comme un droit pour toutes et tous. La réforme va dans le sens inverse. Les milieux économiques feront des économies réelles d'argent, et des concessions symboliques en termes de responsabilité sociale vis-à-vis d'une population qui devrait être au cœur de sa raison d'être. ■

Karine Clerc

# La gueule de bois sans l'ivresse

**VAUD • La liste commune POP-solidaritéS n'est pas parvenue à récupérer le siège perdu en 2011 par Josef Zisyadis, malgré divers succès au niveau cantonal, tels que l'initiative pour le remboursement des soins dentaires. Brève analyse.**

Les élections fédérales laissent le POP vaudois avec la gueule de bois... L'enjeu était de retrouver le siège perdu à la législature précédente. En 2011, le POP avait récolté 2.12% des suffrages. Pas assez, même avec les voix de la liste sous-apparentée de solidaritéS (1.81%), pour obtenir les 5.55% que représente un siège. En 2015, changement de stratégie: nous avons opté pour une liste commune, afin de

rendre plus visible notre alliance. Au final, le score est sans appel: 2.81% pour la liste POP-solidaritéS.

## La faute au vote utile?

Comment comprendre ce résultat? Il faut d'une part signaler un contexte de reflux global de la gauche: dans le Canton de Vaud, PS et Verts ont également reculé, respectivement de 3 et 1 points. Nous sommes quand même

décus, car nous nous sommes distingués sur des sujets importants ces dernières années: référendum contre la tour Taoua à Lausanne, remboursement des primes d'assurance-maladie payées en trop, initiative pour des soins dentaires, référendum contre les cadeaux fiscaux aux grandes entreprises. Le succès sur différentes thématiques n'a apparemment pas été transformé en soutien à notre liste. La

faute probablement à un «vote utile» pour les grands partis, plutôt que pour la gauche combative. Un chiffre qui appuie cette interprétation: notre résultat est meilleur en termes de pourcentage de suffrages que de bulletins, alors que le PS obtient le résultat inverse. Apparemment, les électeurs ont donc préféré ajouter les noms de nos candidats-es sur d'autres listes, plutôt que de choisir notre bulletin. Et

comme un bulletin compte 18 suffrages, cette tendance nous est défavorable... Nous nous réjouissons tout de même des bons résultats personnels de Bernard Borel (2e), Céline Misiego (3e) et Marc Vuilleumier (4e). Et bien sûr, du siège obtenu à Neuchâtel! Un premier pas pour retrouver un groupe à Berne, en attendant les prochaines élections fédérales. ■

David Payot

## ILS SOUTIENNENT GAUCHEBDO

### «Heureusement, GaucheBdo résiste!»

Le pouvoir de l'argent a dominé les dernières élections fédérales. L'étude des dépenses publicitaires montre que vendre de la politique ou des savonnettes, ça pourrait marcher pareil, et que les partis bourgeois et xénophobes y dépensent sans compter. La Suisse a aujourd'hui un visage conservateur, eurosceptique, libéral, raciste et renfermé. La Suisse: une ploutocratie? En l'état, on est tenté de dire oui.

Heureusement, il y a GaucheBdo qui résiste au pouvoir de l'argent, dessine une Suisse féministe, ouverte, critique, soucieuse d'une juste répartition des richesses. Heureusement, il y a GaucheBdo luttant avec des valeurs de cœur et d'intelligence pour créer une autre Suisse, avec des consciences libres et des esprits critiques. Heureusement, il y a GaucheBdo, voix dissidente, alternative et constructive. Abonné, je soutiens totalement GaucheBdo, et lui rends grâce pour sa liberté de ton, sa fraîcheur et sa



qualité rédactionnelle. J'y puise ressources et informations pour le combat politique, inspiration et réflexion pour dessiner une autre Suisse. Mentions spéciales aux illustrations, au travail photo, à la rubrique féministe d'Huguette Junod. Longue vie à la résistance, longue vie à GaucheBdo. Abonnez-vous, offrez des abonnements à vos ami-e-s!

Sylvain Thévoz,  
Conseiller municipal, Ville de Genève

## JE M'ABONNE À GAUCHEBDO!

Nom :  Prénom :

Adresse :

Code postal :  Téléphone :

Ville :  email :

Pays :  Formule :

### FORMULES ET TARIFS

	SOUTIEN		NORMAL		RÉDUIT	
	papier & web	papier seul	papier & web	papier seul	papier & web	papier seul
1 année	250 frs	150 frs	200 frs	85 frs	135 frs	
6 mois		80 frs		40 frs		
Essai (3 mois)		10 frs				

Des formules d'abonnement web uniquement (sans l'édition papier) sont disponibles sur [www.gaucheBdo.ch/abonnements](http://www.gaucheBdo.ch/abonnements)

### CONTACTS ABONNEMENTS

GaucheBdo - abonnements  
case postale 168  
1211 Genève 13

abo@gaucheBdo.ch

En vous abonnant directement sur le web, vous simplifiez grandement la gestion administrative de votre abonnement : [www.gaucheBdo.ch/abonnements](http://www.gaucheBdo.ch/abonnements)



# Au plus près des légumes

**ESS (I) • Reportage chez «Cultures locales», une exploitation maraîchère genevoise qui pratique l'économie sociale et solidaire.**

**C**ultures locales est une entreprise maraîchère qui développe une agriculture contractuelle de proximité dont la forme juridique est celle d'une Sàrl à but non lucratif (voir ci-dessous). Installée à Dardagny depuis 2010, avec au départ quatre compères: Julia Panetti, Kim Salt, Daniel Tecklenburg et Gilles Lebet. L'exploitation couvre un hectare et demi. La culture respecte les cycles de la nature avec le souci de nous proposer des aliments sains, goûteux et variés. Chaque semaine, des paniers sont préparés pour les personnes inscrites à l'année. Il y a deux formats: des grands et des petits dont les prix varient en fonction de la formule choisie. La livraison est optionnelle. De plus, chaque inscrit a la possibilité de diminuer le coût de son panier en mettant la main à la pâte, les demi-journées de travail sur l'exploitation donnent droit à un rabais. Parce qu'il en faut des mains pour récolter huit cents kilogrammes de pommes de terre ou 4 tonnes de tomates (en 2014)!

Je rencontre Kim et Daniel qui me remercient de venir leur donner un coup de main en cette matinée très chargée. Kim me conduit vers Gilles et je découvre, tout au fond du hangar une armée de sacs en toile de jute (produits en Inde dans une structure de commerce équitable), dont le ventre se remplit sans fin! Aujourd'hui, les victuailles se composent de carottes, tomates, basilic, courges massue, courgettes (vertes et jaunes), tomates-cerises (trois variétés), pommes de terre... Ce qui me frappe d'abord, ce sont les odeurs qui émanent de tous ces produits. C'est l'ivresse, et je dois me contrôler pour ne pas rester le nez collé aux bottes de basilic! Les couleurs ensuite me ravissent, une palette de nuances digne des plus grands maîtres: des jaunes, des verts, des rouges, des blancs, des oranges, la tête me tourne! Heureusement, j'ai du travail et je dois me concentrer.

## Concurrencer les Chinois?

Après la pause-café, les paniers étant fin prêts, nous partons pour la cueillette des mûres et des framboises. Le soleil commence vraiment à cogner et lorsque Doris court chercher son chapeau, je regrette de n'avoir pas songé à prendre le mien, quelle citadine! Gilles nous explique que «en gros, le fruit est mûr s'il vient sans tirer», alors on ne tire pas et ça vient! La récolte est bonne. Pendant la cueillette, on discute des par-



Des aliments sains, goûteux et variés

cours de vie, des choix de Gilles qui a travaillé au Comité international de la croix rouge (CICR). Cultures Locales lui permet d'exercer une activité à temps partiel et de s'occuper de ses enfants, ce qui n'a pas de prix. Mais ce n'est pas toujours simple et la réalité est que «même à temps complet ici, je ne pourrais pas payer mon loyer». C'est son épouse qui perçoit le principal salaire du couple.

Mûres en barquette pour le marché de l'après-midi, framboises au congélateur, ma visite s'annonce fructueuse! Nous commençons par la serre de multiplication, là où sont plantées les graines et où les futurs comestibles entament leur vie. Les plantations pour l'automne et l'hiver grandissent tranquillement: poireaux, fenouil, arc-en-ciel de choux, et des poireaux de blettes, oignons. Plus loin, une section d'arbres fruitiers; ils ont été plantés par des élèves dans le cadre d'un projet scolaire grâce au soutien de Pro Natura. Nous traversons des lignes de courges grimpances, de tomates, d'aubergines, et j'en passe.

Soudain, «A table!», résonne entre les serres. Sécateurs et caquettes de tomates regagnent leurs quartiers. Nous allons faire ripaille! La culture, ça creuse! Tous les légumes qui accompagnent le poulet et les pâtes proviennent du cru, c'est délicieux et mes papilles, mises à l'épreuve toute la matinée se délectent. Et puis on parle. Daniel évoque la volonté du gouvernement fédéral de regrouper au maximum les exploitations afin d'être compétitif face aux importations étrangères chinoises et américaines, entre autres. Mes yeux deviennent immenses et je me demande si j'ai bien entendu. Concur-

rencer ces deux géants? Il ne faudrait plus que quatre fermes en Suisse? On parle aussi de personnes dans le besoin qui viennent aider et à qui on offre de la nourriture et de l'importance du label Bio, qui bien que coûteux, donne de la crédibilité à l'exploitation, de l'arrivée prochaine d'une apprentie que tout le monde se réjouit de former.

La fin du repas sonne l'heure de mon départ, mais avant de dire «au revoir», je file à la cuisine et fais la vaisselle. Si le cœur vous en dit, les petites mains sont toujours les bienvenues. Accueil et échange garanti! ■

Natacha de Santignac

**L'économie sociale et solidaire** se veut, comme son nom l'indique: une économie, mais une économie qui met au centre l'être humain et son environnement. Plusieurs critères sont pris en compte pour qu'une structure puisse se revendiquer de cette troisième voie économique, celle de la durabilité. Citons, en particulier: la finalité de l'activité au service de la collectivité (utilité publique); le fonctionnement démocratique (une personne/une voix); les aspects environnementaux et sociaux intégrés dans les activités; l'autonomie dans le fonctionnement de l'organisation; la solidarité et la cohérence et le but non lucratif ou à lucrativité limitée...

A Genève, c'est la Chambre de l'économie sociale et solidaire, APRES-GE, qui fédère près de trois cent cinquante entreprises (SA, Sàrl), associations, coopératives ou fondations qui appliquent ces principes tout en étant viables économiquement. *Gauchebdo* consacrera prochainement une série d'articles à quelques membres de cette structure.

## La Sàrl à but non lucratif, une forme juridique peu utilisée

**L**a Société à responsabilité limitée à but non lucratif est une forme juridique peu utilisée pourtant elle représente une alternative intéressante pour tous ceux qui souhaitent apporter leur contribution à l'économie en intégrant une réflexion sur les buts poursuivis par les actionnaires. L'incubateur Essaim de la Chambre genevoise de l'économie sociale et solidaire accompagne ce type de réflexion en proposant également des conseils pratiques pour la création de ce type de statuts encore peu utilisés. En effet, le seul but de constituer une société est-il d'en tirer le maximum de profit? Les conditions de travail des employés, leur salaire, leur mobilité, leur flexibilité, leur motivation, ne représentent-ils pas des paramètres intéressants pour fonder une entité durablement?

La Société à responsabilité limitée à but non lucratif ou à lucrativité limitée représente une alternative viable sur le

long terme. Attention, ce n'est pas parce que les bénéfices ne sont pas redistribués aux actionnaires que la société ne doit pas en générer. Cela signifie que le bénéfice est utilisé d'abord pour assurer des salaires équitables et permettant de vivre correctement. Et c'est un peu sur ce point que le bât blesse chez Cultures Locales, car le salaire à 100% est aujourd'hui de CHF 2'850.- alors que le revenu agricole moyen en Suisse est de 3'600.-.

### Devenir consomm'acteurs

Bien sûr, les six associés sont partie prenante et travaillent tous sur place (seul Daniel travaille à 100%), ils bénéficient de mobilité, ils sont autonomes, l'égalité hommes-femmes est respectée, la planète n'est pas polluée par leurs activités et ils se nourrissent de produits sains. Cependant, il faut bien vivre et le modèle dominant qui les entoure rend leur tâche aussi ardue que délicate, car

un projet de vie idéal en accord avec des principes et des convictions fortes ne peut survivre sur du long terme qu'en étant intégré à un ensemble d'acteurs ayant les mêmes préoccupations.

De plus en plus de personnes deviennent consomm'acteurs, réfléchissent avant d'acheter et sont à la recherche de produits de qualité qui proviennent du terroir. Daniel pense que sur une décennie, leurs salaires peuvent s'harmoniser avec la moyenne nationale. Lorsque cela sera le cas, le bénéficiaire qui sera dégagé sera entièrement réinvesti dans l'exploitation afin de continuer son expansion. Conscient des sacrifices que ses associés et lui-même concèdent, il aspire profondément à un monde meilleur dans lequel la majorité des hommes aura réalisé les enjeux qui nous attendent dans les années à venir. ■

NdS

## LA CHRONIQUE FÉMINISTE

### Des élues au National aux nues de «Playboy»

Bon ben voilà, ce que nous craignons s'est malheureusement réalisé: l'UDC a fait une poussée spectaculaire de 11 sièges, grosso modo au détriment des Verts et des Verts libéraux. Avec les 3 sièges de plus du PLR et ceux d'extrêmes diverses, la droite dure détient désormais 101 sièges sur 200, soit la majorité absolue, et pourra faire ce qu'elle veut ou presque. Cela augure mal du futur, en tout cas des quatre prochaines années. Il y aura forcément des attaques contre tout ce qui est social, culturel et environnemental, ce dont pâtissent en premier lieu les femmes.

Il y a 64 élues au National, contre 58 en 2011, c'est-à-dire une (légère) avancée de 29% à 32%, chiffre encore en-dessous du seuil de 33%, qui permet de peser dans les décisions. Je ne comprends pas comment des femmes peuvent voter UDC, pire, s'engager pour ce parti, dont l'idéologie fascisante veut les renvoyer à la maison. C'est comme porter le voile (ou la burka) en Occident: ces femmes acceptent et affichent leur soumission à leurs oppresseurs. Rappelons que les femmes ne sont que 18% sur les listes UDC et 14% sur celles du PLR, qui fait donc pire que l'extrême droite.

Penchons-nous sur les résultats par canton. Sans surprise, les cantons primitifs, qui n'ont qu'un représentant, ont élu un homme (Uri, Obwald, Nidwald, Glaris, les machistes Appenzell Rhodes Intérieures et Extérieures), Schwytz a quand même élu une femme sur 4, mais Zoug 0 sur 3. Deux autres cantons n'ont aucune femme parmi leurs représentant-e-s: le Jura (0 sur 2) et Neuchâtel (0 sur 4). Une honte! D'autant que le Jura est le premier canton à avoir ouvert un Bureau de l'égalité. Le plus féministe est Zurich, avec 14 femmes sur 35, soit 40%. Vaud, avec 6 femmes sur 18, atteint ce fameux tiers, Fribourg, 2 femmes sur 7, donc 28% de femmes, le Valais, 2 femmes sur 8, et Genève, 3 sur 11 ont respectivement 25% et 27% de représentation féminine, ce qui est encore largement insuffisant.

Un autre constat est extrêmement intéressant. Si l'on considère quels partis représentent les 64 élues, on obtient des chiffres très différents de la répartition suisse. Le premier gagnant est le PS, avec 25 représentantes, soit 39% (18% au niveau national); si l'UDC arrive en 2e position avec 10 élues, il ne représente plus que 17% (avec la Lega, un siège) contre 29,4% au niveau national, les femmes PDC sont 9, 14% (contre 11,6%), les PLR 7, 11% (16,4%) les Vertes 5, 8% (7%), les Vertes libérales 3, 5% (4,6), enfin, 2 du Parti Evangélique et une seule PBD ferment la marche.

En résumé, les politiciennes défendent majoritairement des idées de gauche, 30 à 33, selon qu'on inclut les Vertes libérales, soit la moitié, 15% se situent au centre. La droite dure (UDC + PLR) ne représente du coup plus que 28%. Cela conforterait ma conviction que les femmes s'engagent davantage pour le bien commun que les hommes, et nous prépareraient une société plus humaine. Ce constat encourage à exiger que les femmes, à l'avenir, figurent pour moitié, de manière alternée, sur les listes des partis, et qu'on mette en place un système établissant la parité. Mais j'imagine que les partis de droite, par essence machistes, s'y opposeront de toutes leurs forces et de tous leurs indécentes moyens financiers.

Parmi les résultats, la Grisonne Magdalena Martullo-Blocher, 46 ans, entrepreneuse, fille de celui qui pollue l'atmosphère politique depuis plus de trente ans, a été élue. Ainsi donc, la Suisse connaît le même genre de scénario familial que la France, avec Jean-Marie Le Pen, sa fille Marine et sa petite-fille Marion Maréchal-Le Pen. Peut-être verrons-nous un jour arriver un des trois enfants de Magdalena sur le devant de la scène politique. Misère...

Laissons un moment ces résultats consternants pour aborder un tout autre sujet, quoi que... Malgré mon âge respectable, je suis encore parfois d'une naïveté grandiose. Récemment, nous avons appris que dès le mois de mars prochain, Playboy, dans le cadre d'une refonte du magazine, ne publierait plus de photographies de femmes nues, une pratique qui avait pourtant fait sa renommée.

Ayant entendu cette brève à la radio, je me suis d'abord dit que le rédacteur en chef ou le propriétaire de «la revue qui ne se lit qu'à une main» avait compris qu'une société égalitaire ne peut pas se fonder sur la marchandisation d'un des deux sexes. Et je me réjouissais déjà de ce progrès des mentalités. Puis j'ai lu des articles abordant le sujet. Un respect des femmes? Une prise de conscience que leur marchandisation est indigne d'une société évoluée? Que nenni! Il s'agit d'une pesée d'intérêts financiers. Comme si, dans ce début de 21ème siècle, les décisions que prennent les entrepreneurs, les chefs d'Etat, les banksters pouvaient avoir une autre raison et un autre but que basement pécuniaires.

En effet, Playboy a perdu 2,6 millions d'euros en 2014. La revue, créée en 1953, qui tirait 5,6 millions d'exemplaires au temps de sa gloire en 1975, n'atteint plus que 800'000 exemplaires. Cette décision est prise dans le cadre d'une économie de marché qui segmente les activités humaines et les comportements. La revue se trouvait directement en concurrence avec la pornographie gratuite, ce qui n'est pas commercialement porteur, et la privait d'une diffusion sur des réseaux sociaux. Elle acquiert ainsi le «PG-13 – Parents strongly cautioned», précieux sésame qui lui ouvre désormais les portes des très pudibonds mondes de Twitter, Instagram et Facebook. Ces réseaux «respectables» s'alignent sur un dénominateur commun des usagers, dont un groupe minoritaire mais intransigeant qui pourchasse la nudité, jusque dans les œuvres d'art. Premier effet: le site de Playboy aurait quadruplé le nombre de visites, passant de 4 millions à 16, tout en rajeunissant son audience de 47 à 30 ans. Respect des femmes? Vous voulez rire! Le pognon, uniquement le pognon.

Pour voir s'instaurer une société respectueuse, qui considère les femmes comme des êtres humains, des partenaires et des interlocutrices valables, il va falloir encore beaucoup et longtemps lutter...

Huguette Junod



# «A la jouissance matérielle capitaliste, il faut opposer une jouissance plus forte, celle d'être»

**INTERVIEW** • Pour Paul Ariès, rédacteur en chef de la revue française «Les Z'indigné(e)s» et théoricien de la décroissance, la gauche serait orpheline d'un grand projet. Dans son dernier ouvrage, il invite à s'inspirer des pratiques et modes de vie des milieux populaires pour en recréer un.



Paul Ariès, infatigable héraut de la décroissance

**P**aul Ariès se définit comme un «objecteur de croissance amoureux du bien vivre». Objecteur de croissance, car pour lui, il faut rechercher des solutions à la crise sociale, écologique et politique actuelle en dehors de la croissance, rompre avec le capitalisme, mais aussi avec le productivisme. Il nous rappelle ainsi que la planète est assez riche pour permettre à 7 ou 8 milliards d'êtres humains de vivre bien, qu'il suffirait de mobiliser 30 milliards par an pendant 25 ans pour régler le problème de la faim dans le monde, alors que le budget de l'armement à l'échelle mondiale est de 1600 milliards de dollars. L'intellectuel précise toutefois que la décroissance n'est pas un appel à l'austérité ou à se serrer la ceinture, mais la conviction que l'on peut vivre mieux ou «bien vivre».

**Votre dernier livre est intitulé «les classes populaires au secours de la planète». Qu'entendez-vous par là?**

Si la gauche est aujourd'hui mal en point, c'est que nous avons accepté la conception de la vie bonne qui nous a été imposée par les puissants. Le publicitaire Jacques Séguéla disait: «Ne pas posséder de Rolex à 50 ans, c'est avoir raté sa vie.» J'ai 56 ans, je n'ai pas de montre de luxe, mais c'est parce que je n'en ai pas le désir! Les puissants n'arrivent pas à imaginer que l'on puisse avoir d'autres désirs qu'eux. Quand on regarde concrètement la réalité des milieux populaires, on se rend pourtant compte qu'ils ont d'autres façons de vivre, de penser, et surtout que celles-ci impliquent un bilan écologique bien meilleur. Certains, à gauche, sont convaincus que les milieux populaires ne font qu'imiter les classes dirigeantes. Je pense au contraire qu'il existe encore une part d'autonomie et qu'il faut prendre appui sur cela pour créer un nouveau projet de société.

**Pouvez-vous donner un exemple?**

Il y en a de nombreux, comme celui du rapport au travail. On sait qu'il va falloir sortir de cette société travailliste, ne serait-ce que parce qu'il n'y aura pas de retour au plein-emploi, et il n'y a rien de pire qu'une société fondée sur le travail, sans travail. Or, qui a lutté historiquement pour développer le temps libre, améliorer les conditions de travail? Ce sont les milieux populaires. On peut aussi donner l'exemple de l'obsolescence programmée: la morale populaire la considère comme une aberration! Les milieux populaires font également parfaitement la différence entre une consommation d'eau normale et une consommation abusive, par exemple pour remplir sa piscine. On peut encore donner l'exemple du rapport au temps. Dans les milieux



Plusieurs des courants politiques qui se revendiquent de la décroissance utilisent le symbole de l'escargot pour illustrer leurs revendications, comme ici le parti français pour la décroissance, créé en 2006.

aisés, on est toujours dans une contrainte d'efficacité, y compris dans les loisirs, avec des enfants qui se retrouvent avec des emplois du temps de cadres dirigeants. Dans les milieux populaires, la caractéristique des loisirs est de prendre, voire perdre son temps. Si la gauche parvient à repolitiser ces thèmes, à renouer avec cette morale et ces pratiques populaires simples, alors nous serons à nouveau capables d'avoir un projet qui donne envie.

**Pour vous, il ne s'agit cependant pas de convaincre à coup d'arguments...**

Je n'ai effectivement pas foi en une insurrection des consciences, je ne m'adresse pas aux intelligences en pensant «on va convaincre les gens». Je préfère une insurrection des existences. Si on veut changer la société, rompre avec le capitalisme et le productivisme, ce n'est pas dans nos têtes que cela doit se passer, mais cela doit partir d'un «déjà là». Et ce «déjà là», c'est ce qui s'expérimente et s'invente au sein des milieux populaires d'ici et d'ailleurs.

**«Seul le désir est révolutionnaire»**

**Ces milieux ne rêvent-ils pas aussi de consommation?**

Bien sûr, les écologistes les montrent d'ailleurs du doigt parce qu'ils ont des voitures polluantes, des logements mal isolés ou sont amoureux des grands écrans plasma. Mais dans les chiffres, ils ont un bien meilleur bilan carbone, y compris que certains écologistes! Il faut les déculpabiliser. On ne changera d'ailleurs pas les choses en culpabilisant les gens, ni en appelant à la responsabilité. Il faut donner envie. Le philosophe Gilles Deleuze disait que «seul le désir est révolutionnaire». A la jouissance matérielle que propose la société capitaliste, il faut opposer une autre forme de jouissance, encore plus forte: une jouissance d'être. Si aujourd'hui on a un taux d'absentéisme important, c'est parce que nous n'avons plus la capacité à susciter le désir.

**Vous dites que les milieux populaires ont un autre rapport au travail, mais la nécessité d'avoir un travail demeure une question centrale...**

C'est bien la raison pour laquelle la majorité des objecteurs de croissance défendent un revenu pour tous, même sans emploi, couplé à un revenu maximal autorisé. Nous prôtons également la réduction du temps de travail. En France, face à la remise en cause des 35 heures, la CGT vient de lancer un mouvement social en faveur des 32 heures. Avant de travailler plus pour gagner plus, il faut partager l'emploi. Parce qu'il y a un taux de chômage inacceptable, mais aussi pour libérer des dimensions de notre personnalité, pour faire autre chose que travailler! On ne pourra pas se libérer si on ne remet pas en cause la centralité du travail dans nos existences.

**Justement, vous déplorez le fait qu'une partie de la gauche soit encore très «productiviste»...**

Il y a toujours eu une gauche qui a eu foi en le développement des forces productives, en les techno-sciences. Aujourd'hui elle a du plomb dans l'aile car elle ne peut promettre le mode de vie occidental à 7 ou 8 milliards d'êtres humains. Mais il y a toujours eu d'autres gauches: la lutte des ouvriers contre les machines qui prenaient leur place, l'ouvrage de Paul Lafargue sur «le droit à la paresse», au 19ème siècle, les ouvriers qui souhaitent travailler le moins possible et fêtent la «Saint Lundi», parce que le lundi a l'avantage sur le dimanche que les cabarets restent ouverts, etc... Je fais le pari du retour possible de cette gauche anti-productiviste, à l'heure où, avec les tragédies du stalinisme et de la social-démocratie reconvertie en social-libéralisme, la gauche est orpheline d'un grand projet.

**Concrètement, comment s'y prendre?**

Il faut notamment changer nos façons de faire de la politique. En finir avec des partis conçus comme des machines de conquête du pouvoir. La gauche doit apprendre à se défaire du pouvoir. Par ailleurs, nous avons développé une conception de la politique à partir de grandes réflexions abstraites. Faire de la politique comme cela, c'est faire de la politique à partir du point de vue des puissants. En Amérique latine ou

en Afrique, il n'y a pas de politique sans fêtes! Il faut redévelopper ce qu'au 19ème siècle on appelait des «politiques de l'amitié». La gauche a choisi majoritairement de casser, au 20ème siècle, le mouvement coopératif, le syndicalisme à base multiple, c'est-à-dire à côté de la section syndicale, la coopérative d'achat, la chorale, l'orchestre, parce qu'on considérait que cela détournait du seul grand combat légitime: la conquête du pouvoir central. Il faut reconnaître que l'on s'est trompés.

**«Le plus important, c'est le rapport aux copains, aux collègues»**

**L'idée est de recréer du lien social en somme...**

Oui, y compris dans nos organisations. Nous défendons une décroissance matérielle et économique pour les plus riches, mais une croissance en humanité. Et parler de croissance en humanité, c'est un projet politique! Toutes les études le montrent, ce qui est le plus important pour les milieux populaires en termes de conception de la vie bonne, ce sont les rapports humains. Bien sûr, la société pousse à chercher de l'argent parce qu'il en faut pour vivre, mais pour les ouvriers par exemple, le plus important n'est pas le salaire, c'est d'abord le rapport aux copains, aux collègues de travail, et à ce que l'on fait. L'amour du travail bien fait.

**En Grèce, on observe de nombreuses initiatives de solidarité de base. Faut-il atteindre ce niveau de crise pour que de tels projets se développent?**

Il y a aussi beaucoup d'expériences ailleurs. L'importance du mouvement coopératif, des mutuelles, de l'entraide entre voisins, ... Il faut penser la transition même en dehors des situations de crise. Et puis je ne crois plus aux lendemains qui chantent, je veux chanter au présent. Multiplions dès à présent les alternatives, prenons conscience des mille et une révolutions qui existent déjà. Commençons à montrer que ce que l'on propose, c'est la possibilité de vivre bien mieux. Si la gauche choisi ce chemin, l'extrême

droite peut aller se rhabiller car elle est fondée sur la peur.

**Vous dites «le réquisitoire contre le capitalisme est devenu si lourd qu'il finit par nous assommer», la gauche s'y prend-elle donc mal?**

Depuis presque un siècle nous sommes dans la dénonciation de ce qui ne va pas. C'est important, mais quand j'interroge mes étudiants par exemple sur le réchauffement climatique, ils me disent: «On est nés avec ces questions, on n'a rien vu changer donc on n'y croit plus!». A force d'être seulement du côté de la critique, on finit par porter son adversaire sur le dos jusqu'au moment où il vous poignarde. Il faut être du côté de la proposition. Il faut aussi réapprendre à poser des questions de gauche et ne pas se laisser dicter l'agenda de la droite.

**Au quotidien, comment appliquez-vous vos idées?**

Personnellement, j'essaie de travailler le moins possible. D'autres décideront de fuir les supermarchés ou de ne pas avoir de voiture. Mais il ne suffit pas de rester dans cette posture individualiste. Un deuxième niveau de résistance est nécessaire, qui est celui des expérimentations collectives: mouvement coopératif, modes de consommation, d'habitation, presse, médecine ou pédagogie alternatives, etc..., mais là encore, il ne faut pas sous-estimer la capacité de récupération du système. Par exemple l'agriculture biologique est la meilleure chose si c'est la défense d'une agriculture de proximité, mais la pire si c'est l'illusion que l'on puisse consommer bio un produit qui a fait 6000 kilomètres et que l'on trouve dans un supermarché! D'où la nécessité d'un troisième niveau: un nouveau projet politique. Chaque individu ne doit cependant pas forcément être impliqué à tous les niveaux, c'est à chacun de choisir. Il faut que l'on cesse de faire de notre diversité une source de division pour en faire au contraire une richesse! ■

Propos recueillis par Juliette Müller

Paul Ariès, *Ecologie et cultures populaires: les modes de vie populaires au secours de la planète*, Editions Utopia, 2015.



# Un peuple qui ne crèvera pas sans rien dire

**PALESTINE** • La situation en Cisjordanie est de plus en plus tendue. La réaction d'un peuple asphyxié par l'occupation et qui obtient pour seule réponse encore plus de répression. Commentaire.

Les affrontements sont toujours plus meurtriers à Jérusalem-Est encerclée, en Cisjordanie et maintenant à Gaza. Le premier ministre israélien, Benyamin Netanyahu, ne répond que par plus de répression.

La colère palestinienne est alimentée par la perte de tout espoir dans une solution négociée alors qu'Israël n'est jamais sanctionné dans sa violation du droit international et son non-respect des accords d'Oslo.

Il y a quelques semaines, du haut de la tribune des Nations unies, à New York, le président palestinien, Mahmoud Abbas lançait un appel solennel au monde entier. Outre le fait qu'il ne se sentait plus lié par les accords d'Oslo dans la mesure où les Palestiniens étaient les seuls à les respecter, il rappelait la situation de son peuple, soumis à la colonisation, l'occupation, l'asphyxie économique et financière, l'humiliation permanente (lui-même doit obtenir l'accord des Israéliens pour quitter les territoires palestiniens!). «Je demande à l'ONU, à son secrétaire général, à l'Assemblée générale, d'assurer la protection du peuple palestinien. Nous en avons besoin. Nous sommes attaqués de tous côtés. Nous n'avons personne pour nous protéger. Nous vous implorons. Nous avons besoin d'une protection internationale», déclarait-il alors, non sans émotion. Une protection physique et politique.

Un appel qui commence à peine à être entendu.

Ce qu'il se passe actuellement dans les rues de Jérusalem, en Cisjordanie, à Gaza, et qui gagne même les villes israéliennes comme Tel-Aviv, est l'illustration terrible de l'appel de Mahmoud Abbas. Un peuple est en état d'étranglement mais qui ne crèvera pas sans rien dire. À l'orée de Ramallah, devant des barrières qui rappellent des herses, protection de la colonie illégale de Beit El, il ne se passe plus un jour sans que les jeunes ne manient la fronde ou, à mains nues, ne jettent des pierres sur la soldatesque déployée. Des cailloux face aux fusils. Un remake de la révolte palestinienne. Remake de la colonisation: ces colons armés qui descendent de «deurs» collines pour brûler les plantations palestiniennes ou des maisons, sous l'œil bienveillant de ces mêmes soldats. Lorsqu'un bébé palestinien a été brûlé vif, l'émotion a été à son comble, dans le monde. Qui pense encore aujourd'hui qu'il ne s'agit pas d'un fait isolé pour les Palestiniens mais d'une histoire qui se répète? D'ailleurs, personne n'a été inculpé en Israël pour cet assassinat. Le fort dénonce toujours la violence du faible. Là-bas comme ici.

## Plus d'armes, moins de sécurité

On aura vite fait de parler de «l'Intifada du couteau», maintenant que les attaques à l'arme blanche se multiplient. On parle moins en revanche des armes qui circulent en Israël. Sait-on, par

exemple, que la loi israélienne stipule qu'en dehors des forces de sécurité, les civils qui habitent ou travaillent dans des zones jugées «à risques», comme les colonies de Cisjordanie et Jérusalem, sont autorisés à porter une arme à feu? Ces derniers jours, les armeries israéliennes ne désemplissent plus. Le nombre de morts palestiniens est, depuis le 1er octobre, quatre fois plus important que celui des Israéliens tués. Et l'écart va s'amplifier. Le maire juif de Jérusalem, Nir Barkat, a donné l'exemple. Cet ancien parachutiste, arme automatique en bandoulière au volant de son 4x4, a invité les télévisions locales à le suivre pour une patrouille dans les quartiers chauds de Jérusalem-Est occupée et annexée. En Cisjordanie occupée, une majorité de colons, hommes et femmes, portent leur calibre à la ceinture, ou coincé dans l'élastique du pantalon dès qu'ils franchissent la barrière et les barbelés qui entourent leur implantation. «À long terme il est évident que plus d'armes sur la place publique, c'est plus de danger, pas plus de sécurité», met en garde Smadar Ben Natan, avocate israélienne, en citant en exemple le cas d'un juif qui en a poignardé un autre mardi parce qu'il l'avait pris pour un Arabe! Combien faudra-t-il encore de morts pour que les Etats réagissent sérieusement. ■

Pierre Barbancey  
Paru dans L'Humanité



# Les Belges ne perdent pas la frite!

**BELGIQUE** • En Belgique, l'opposition aux mesures antisociales du gouvernement de Charles Michel ne faiblit pas depuis une année. Le 7 octobre dernier 100'000 personnes défilaient ainsi dans les rues de Bruxelles, un mouvement suivi de plusieurs grèves. Reportage.

C'est pour s'opposer aux mesures antisociales annoncées et prises par le gouvernement Michel, telles que la retraite à 67 ans, la limitation dans le temps des allocations d'insertion ou encore les économies dans les services publics et la sécurité sociale, que la société civile belge se mobilise depuis une année. On se souvient des manifestations et grèves monstres qui avaient secoué le pays à la fin 2014. Le 7 octobre dernier, c'est à nouveau 100'000 personnes qui descendaient dans les rues de Bruxelles et le 19, de très nombreuses entreprises et services de la province de Liège étaient en grève. Malgré cette forte mobilisation, le gouvernement fait pourtant la sourde oreille. Nous nous sommes rendus à la manifestation du 7 octobre pour prendre le pouls de la situation.

À la gare de Grammont, nous discutons avec un petit groupe de travailleurs de Grijskoort, un centre de formation et de remise à l'emploi dans la partie Sud de la Flandre-Orientale, qui s'occupe d'entretien, de gestion d'espaces verts... Ils sont une quinzaine à attendre le train pour Bruxelles. L'augmentation de la pression de travail devient insupportable dans leur secteur. «Un job que nous faisons auparavant en deux jours doit désormais être effectué en un seul, pour pouvoir le

lendemain être immédiatement mis sur un autre chantier. Et chaque soir, on s'affale dans son fauteuil tellement on est fatigués.» La proposition de la semaine de 30 heures, pas besoin d'en parler beaucoup. Ils sont d'accord.

## «C'est quoi cette logique?»

Apparemment, pour certains, l'appel de la FGTB (Fédération générale du travail de Belgique, syndicat de tendance socialiste) à ne pas venir «gâcher» la manifestation par des pétards, fusées et autres objets du même genre est tombé dans l'oreille d'un sourd (c'est le cas de le dire). Sur les escaliers de la gare de Bruxelles-Nord, cela pète et crépite partout dans un bruit assourdissant. Il y a même des fusées de feu d'artifice qui sont lancées. En sortant de la gare, nous sommes tout de suite accueillis par le PTB (parti du travail de Belgique). Depuis un podium improvisé, trois orateurs scandent «Ensemble, nous luttons contre ce gouvernement de l'austérité qui roule pour les intérêts du 1%. Les multinationales ne paient pas ou très peu d'impôts, et on fait payer la facture aux malades, aux pensionnés, aux chômeurs... C'est quoi, cette logique?!?»

## «F\*\*\* le gouvernement»

«J'attends, et je continue à attendre». Une pancarte évoque les interminables

listes d'attente dans les institutions de soins pour les personnes handicapées. L'homme qui la porte travaille justement dans l'une d'elles. «Nous devons nous occuper de gens de plus en plus nombreux et les listes d'attente ne cessent de s'allonger», confie-t-il. Et d'ajouter que «c'est la politique générale qui est mauvaise. Tout est rejeté sur les plus faibles.»

## «Faut se bouger»

De très nombreux slogans résument bien le mécontentement. «En colère, volés et trahis, voilà pourquoi nous sommes ici!», «Qui croit encore ces gens?», ou un explicite «F\*\*\* ce gouvernement!». Tout à l'avant du cortège, les agriculteurs et les dockers ouvrent la marche. Plus loin derrière, plusieurs associations de femmes sont là également. Une évidence pour elles, comme elles l'ont rappelé: «Les mesures d'austérité précarisent encore plus les femmes.» Et les jeunes sont partout. Les sans-papiers sont également nombreux. Jules, originaire du Cameroun, venu de Liège: «On se soutient entre travailleurs. Le gouvernement s'en prend à nous, les sans-papiers, mais aussi à tous les autres travailleurs. On est là aujourd'hui pour dire que nous ne sommes pas divisés. Et notre combat aujourd'hui se fait pour l'emploi.

Car, avec ou sans papiers, s'il n'y a pas d'emploi...»

Parmi les innombrables manifestants, impossible de ne pas voir les drapeaux des mouvements citoyens Hart boven Hard-Tout Autre Chose (HBC-TAC). Leurs pancartes expliquent dans les deux langues pourquoi travailler moins longtemps est une bonne idée: «Pour vivre mieux» ou «Il y a alors du travail pour tout le monde». Sous un drapeau, on voit une banderole de Ons Gedacht, une association qui donne la parole aux pauvres. «Nous constatons que la pauvreté continue à augmenter, et nous voyons de plus en plus de gens qui n'arrivent plus à en sortir», racontent Famke, Joke et Kim. Ils se retrouvent complètement dans le mécontentement et la colère qui s'exprime haut et clair autour d'eux. La diversité dans le mouvement HBC-TAC est d'ailleurs énorme. À côté des organisations de lutte contre la pauvreté, on voit le mouvement pour la paix, des réfugiés, des artistes, des agriculteurs, des enseignants... Sur le trottoir, nous discutons avec Jozefien. Elle nous explique: «Tous les secteurs comme la culture, l'enseignement, les soins... sont touchés par les choix politiques qui sont faits par ce gouvernement. Comme je travaille près d'ici, durant ma pause de midi je voulais venir en signe de soutien aux mani-

festants.» Autre rencontre hors des groupes structurés, le chroniqueur/humoriste Guillermo Guiz. «Cela fait longtemps que je ne suis plus venu manifester. Mais là, j'en avais marre de ne faire que dénoncer les mesures du gouvernement de droite sur Facebook. Aujourd'hui, je suis venu pour qu'il y ait deux pieds et un corps en plus. Je ne venais plus manifester car j'avais l'impression de pisser dans un violon. Mais là, toutes ces mesures sont indigestes. Faut se bouger!»

## Continuer la pression

La manifestation se termine à la gare du Midi, où les présidents des syndicats prennent la parole. «Nous ne pouvons pas nous laisser gagner par la peur, souligne Rudy De Leeuw, de la FGTB. Ce ne sont pas les réfugiés qui sont le plus grand danger pour notre sécurité sociale, mais le gouvernement Michel, qui ne nous a rien apporté d'autre que de la misère. Ce gouvernement fait une priorité de ménager les riches!» «Nous continuerons notre pression jusqu'à ce qu'elle ne soit plus soutenable. Notre résistance se poursuivra aussi longtemps que nécessaire», a déclaré Marc Leemans, de la CSC. ■

Jonathan Lefèvre  
et Nick Dobbelaere

Paru dans Solidaire



# Un théâtre citoyen pour penser la migration

**THÉÂTRE** • Durant une semaine, le théâtre Saint-Gervais a accueilli des artistes genevois et étrangers pour des échanges autour de la question très actuelle de l'exil et des pratiques artistiques qui lui sont liées, avec la présence de plusieurs intervenants venus du Moyen-Orient.

Le Centre international d'archivages d'anecdotes de Zoé Kadotsch veut faire sortir de leur anonymat trivial des récits personnels récoltés par ses amis-correspondants aux quatre coins de la planète. Malik Nejmi a confié à un jeune migrant sénégalais un téléphone portable à l'aide duquel celui-ci filme son entraînement à la traversée du détroit de Gibraltar. Agostino Pacciani élabore des reportages multimédias afin de nous embarquer sur sa plateforme internet *Un Monde Migrant*. Autant d'exemples de pratiques vues et discutées la semaine passée au théâtre Saint-Gervais. Les mouvements incessants de l'humanité sont documentés; on éclaire une variété de sujets relatifs à la survie des destinées humaines, on propose l'ébauche d'une réflexion sur les enjeux inhérents à la conservation et à la représentation, matérielle et symbolique, de très nombreux exils contemporains.

## Des caricatures reproduites sur les murs de Syrie

Cependant, c'est la parole des artistes qui émeut et donne le plus à penser. Point d'orgue de cette semaine d'échanges, la soirée consacrée au théâtre syrien aura tenu toutes ses promesses. Tawfiq Chamaa, médecin et président de l'Union des organisations de secours et de soins médicaux, a livré quelques chiffres qui donnent toute l'ampleur de la tragédie: 5 millions de réfugiés, 6 millions de déplacés internes, probablement déjà 1 million de disparus et 300'000 handicapés physiques. «L'art est une blessure qui devient lumière», a rappelé le médecin en citant une formule empruntée au peintre cubiste George Braque. Celle-ci résume en effet la portée du témoignage des artistes syriens ayant participé à la discussion. D'abord réfugié palestinien en Syrie avant la révolution, puis exilé syrien en Europe, le caricaturiste Hani Abbas raconte les circonstances de son

départ et ses déchirements personnels. Il témoigne de sa satisfaction à voir ses caricatures reproduites sur les murs de Syrie et nourrir le combat des insurgés. Le statut ambivalent de l'artiste exilé, à l'extérieur ou à l'intérieur de ses frontières d'appartenance nationale, la question de la légitimité de sa production artistique eu égard au vécu de ses concitoyens, la reconfiguration, forcée, de l'espace physique et mental depuis lequel se déploie sa créativité: ces questions, et la douleur qu'elles charrient avec elles, ont été abordées aussi par Nanda Mohammad, comédienne travaillant au Caire et Omar Abu Saada, metteur en scène resté en Syrie. Les deux ont travaillé avec des populations précaires dans plusieurs pays du Moyen-Orient, en particulier dans des prisons et des camps de réfugiés. Pour donner une voix aux femmes syriennes exilées, ils ont monté avec elles les *Troyennes* d'Euripides et *Antigone* de Sophocle. Un travail primé dans plusieurs festivals de film documentaire. Suite à un appel du théâtre Saint-Gervais, le metteur en scène égyptien Salam Youssi a animé quant à lui récemment à Genève un atelier sur le thème de la migration et de l'exil. Inspirées de l'esprit des *Lehrstuck* de Brecht (de courtes pièces didactiques destinées à ne pas être montrées), le travail effectué dans le cadre de ce laboratoire avec des comédiens, amateurs pour la plupart, met en exergue la vocation du théâtre comme espace de rencontres et d'apprentissage, lieu d'osmose entre la fiction et le réel. Le metteur en scène genevois Patrick Mohr a fait la même expérience. Dans le cadre de sa pièce *Eldorado*, il a réuni notamment dans deux chœurs d'amateurs et une quarantaine de personnes concernées par les thèmes de l'exil et de la migration. L'expression théâtrale sert, dit-il, dans sa pièce, à transposer la violence du réel et à sublimer sa répression par le corps social. L'importance conférée à la choré-



Le caricaturiste syrien Hani Abbas (2e depuis la gauche), entouré par les participants de la semaine de rencontre organisée à Saint-Gervais.

Isabelle Meister

graphie des mouvements et des déplacements souligne la force des formes d'expression non-verbales. Le corps et les émotions sont sollicités là où le verbe ne suffit plus à capturer l'essence du vécu. Car ils peuvent s'introduire, explique Patrick Mohr, là où même la poésie, forme pourtant la plus aboutie du langage, finit par se heurter à ce que Nicolas Bouvier a appelé «la douane du silence».

## Documenter les parcours, historiser les engagements

L'auteure et metteure en scène Valentine Sergo a puisé, à l'origine, la matière de son travail sur le thème de la migration dans le concret du quotidien de la ville de Meyrin, bâtie dans les années 1950 autour de son prestigieux Centre

européen de la recherche nucléaire (CERN) à la sueur du front des travailleurs migrants du sud et de l'est de l'Europe. La rencontre avec un requérant d'asile du foyer de Feuillasse l'a conduite à s'intéresser à la thématique de l'asile, du point de vue des personnes concernées, puis de celui de ceux sensés leur venir aide, les assistants sociaux. Dans «Au bord du monde», elle met en scène les tiraillements vécus par ces derniers, entre volonté de partage et de solidarité d'une part, et impératifs d'obéissance aux injonctions égoïstes de la machine bureaucratique fédérale d'autre part. Enfin, Pilar Ayuso, arrivée à Genève d'Espagne en 1969, a raconté comment l'espace culturel de Saint-Gervais, a servi au façonnement des identités

immigrées et à la formulation des revendications des travailleurs du sud de l'Europe. Dès les années 1970, on y diffusait des films de cinéastes espagnols antifranquistes tout en écoutant des chanteurs interdits par la dictature ibère. C'est dans ce cadre notamment que s'élaborent les premières ripostes organisées aux initiatives fédérales xénophobes, que se mettent en place des stratégies de négociation avec les autorités en matière d'octroi de permis et que se feront entendre les premières demandes de participation à la vie politique des étrangers à Genève. L'histoire de la migration de travail et de ses expressions artistiques dans la cité de Calvin passe donc directement par l'évocation de l'histoire du lieu. ■

Emmanuel Deonna

# Le dernier voyage d'Alice au pays de la mort assistée

**THÉÂTRE** • Entre théâtre néo-documentaire, autofiction métaphysique et pièce didactique, «Le Voyage d'Alice en Suisse», du Zurichois Lukas Bärfuss pose une question d'actualité, la fin de vie aidée par un tiers, en mêlant questions éthiques, sociales, doutes et désarrois humains.

Fasciné par les espaces intermédiaires, où l'être humain n'est plus tout à fait dans la vie mais pas encore de plain-pied dans la mort, le Suisse Gian Manuel Rau remet sur le métier avec pudeur, épure et parfois un trop plein de formalisme, la question du libre arbitre dans le choix de sa fin de vie face au mal-être, à la solitude et à la souffrance. Matière du théâtre par excellence pour le metteur en scène, le silence et sa violence émotionnelle aiguissent ici l'expérience douloureuse que l'on fait de sa propre disparition. Comme dans *Le Test* de Bärfuss que Rau a monté, on s'interroge sur ce qui suscite l'incompréhension mutuelle des personnages, leur difficulté à communiquer et faire partager leur vérité intime en passant les uns à côté des autres, sans parvenir à se rencontrer.

La pièce vient habilement compléter les approches du cinéma documentaire développées notamment par Frederick Wiseman dans *Near Death* et Albert Maysles pour *Letting Go: A Hospice Journey*. Deux films qui abor-

dent la nature émotionnelle et humaine de la Mort sans verser dans le misérabilisme.

## La mort sur ordonnance

Alice a un dessein: mourir. Elle se met alors en relation avec un controversé médecin euthanasiste de Zürich, comme peut l'être, dans la réalité, le fondateur de Dignitas, l'avocat Ludwig Minelli. Alice souffre-t-elle d'un mal incurable? A moins que cela soit une profonde rupture souhaitée d'avec le réel et le monde? «D'ailleurs, cette "maladie" d'Alice ne serait-elle pas une forme de découragement, de lassitude de la vie; cette maladie incurable de la perte de sens et de repères dans laquelle nous pourrions nous reconnaître?» s'interroge le metteur en scène.

Si nous sommes tous peu ou prou contraints de développer notre propre biographie, de décider de la façon dont nous voulons construire notre vie, Alice, elle, se perd. Son être est abandonné à lui-même. Ce qu'elle semble refuser, c'est de se voir mourir tout en demeurant en vie. D'être une

vie inutile, une vie pour personne. Elle ne supporte plus ainsi la prévenance inquiète de sa mère (Jane Friedrich), tout en ne pouvant se passer d'elle. L'auteur examine les différents aspects de la situation à la façon d'un puzzle impressionniste: faut-il obtenir le consentement de l'entourage? Alice demande ainsi en vain la bénédiction maternelle pour son acte légal.

La pièce s'ouvre dans le noir absolu. Celui des derniers instants sur lesquels la voix du médecin flotte dans l'indécidable espace à la fois géhenne (séjour des morts) et matrice. L'euthanasiste Gustav Strom met en garde Alice qui devra absorber les 15 milligrammes de pentobarbital sodique (un puissant somnifère) et mettre le sac plastique convenu sur sa tête (étouffement dans le sommeil): «Nous ne souhaitons pas de mise en scène, pas de théâtralisation». Il la conjure de se faire accompagner «uniquement par quelqu'un qui accepte votre décision et n'essayera pas d'entamer une discussion oiseuse sur le sens, le but et la légalité. Un homme, un jour, tout au début, ne

voulait pas laisser partir sa femme, il a fait une crise, a appelé la police, nous avons dû arrêter.»

## Une pièce puzzle

Le Code pénal suisse autorise l'assistance au suicide, à condition que celle-ci ne soit pas motivée par un «mobile égoïste». Plusieurs associations proposent d'aider les personnes déterminées à mourir et, selon la pièce, aussi des praticiens particuliers comme le docteur Strom. Ce protocole contraignant, qui s'étend jusqu'à l'autopsie post-mortem, est buvardé avec précision de la procédure détaillée décrite par Dignitas, accueillant aussi des étrangers, contrairement à Exit, qui ne s'adresse qu'aux ressortissants helvétiques. En fait, le processus réel s'avère plus restrictif et long que ce que laisse entrevoir l'intrigue théâtrale.

Faciliter la mort chez autrui peut favoriser une propension démiurgique à la toute puissance nietzschéenne chez l'euthanasiste. «Il est à la fois celui qui commet un crime et celui qui sauve, à l'instar du *pharmakon* grec qui signifie à la fois le poison

et le remède», souligne Gian Manuel Rau. La pièce aurait pu se concentrer davantage sur la relation ambiguë se nouant entre médecin et patiente qui décide d'en finir avec la vie mais la redécouvre au contact de Gustav Strom, ainsi que le bouleversement qu'une telle décision provoque sur l'entourage de la femme.

Mais s'affirme le possible désir de faire didactique, ou pour le moins dissertation philosophique et éthique sur la mort assistée, ainsi que de multiplier les points de vue. Cela donne un patient anglais beckettien en phase terminale ne parvenant pas à mourir volontairement et voulant enregistrer sa vie. Ou l'histoire d'une portée de chatons noyée, tant leur euthanasie s'avère trop coûteuse. Ce choix disperse voire dilue par instants la force du propos initial contenu dans la relation ambiguë entre Alice et un médecin miné par la solitude, oscillant entre mal de vivre et quête de soi. ■

Bertrand Tappolet

*Le Voyage d'Alice en Suisse*. Grange de Dorigny, du 22 au 31 octobre.  
Rens.: <http://wp.unil.ch/grangededorigny>



# L'art du Louvre sous l'occupation allemande vu par des yeux russes

**CINEMA** • La Cinémathèque suisse présente le 29 octobre en avant-première «Francofonia», du russe Alexandre Sokourov, que ce dernier avait refusé de présenter au festival de Cannes. Un film qui interroge le statut de l'art dans la société et l'histoire, avec pour cadre le musée du Louvre à l'époque de l'occupation allemande.

J eudi 29 octobre à Lausanne, la Cinémathèque suisse présentera en avant-première le dernier film du cinéaste russe Alexandre Sokourov, *Francofonia*, en présence de l'acteur principal Louis-Do de Lencquesaing (rôle de Jacques Jaujard). Ce film que Sokourov refusa de présenter au Festival de Cannes qu'il voit désormais voué au seul mercantilisme, a été montré à la Mostra de Venise cette année. Il a pour cadre le musée du Louvre à l'époque de l'occupation allemande de la France, moment particulier qui permet au cinéaste de réfléchir à la question du statut de l'art dans nos sociétés et dans l'histoire et au rôle des musées qui monumentalisent la mémoire de l'humanité. Cette réflexion est particulièrement d'actualité au moment où, au Moyen-Orient, on laisse piller des musées (l'armée américaine à Bagdad) et détruit des sites archéologiques (Daech) en même temps qu'on transforme les grands musées occidentaux et les grandes collections en «marques» commerciales, sur place (marketing et tourisme) et dans le monde (le Louvre à Abou dabi, le Guggenheim et ses succursales). Au moment où l'art est devenu valeur d'échange, placement financier, objet de spéculation.

Comme à son habitude, Sokourov porte un regard décalé sur ces phénomènes. Il étrange ce qu'il montre et ce qu'il évoque de telle sorte qu'on est amené à le voir autrement. Dans ce film, comme dans *L'Arche russe* (qui était tourné à l'Hermitage de Leningrad-Petersbourg) et dans *Elégie de la traversée* (qui nous conduisait au musée Boijmans de Rotterdam), cette confrontation avec l'art avant tout pictural est

inséparable d'une interrogation sur l'histoire. L'historicité qui est enclose dans les toiles, les scènes représentées et plus encore les portraits, les regards qui viennent à nous depuis des centaines d'années, l'historicité de la constitution des musées et le sort qu'on leur fait de nos jours. Ainsi, les premiers sons (sur fond noir) et les premières images sont celles d'un cargo transportant sur une mer déchainée des containers d'œuvres d'art au risque de faire naufrage. L'un des premiers tableaux du Louvre est, vu de biais, l'immense *Radeau de la Méduse* de Géricault. Dès lors, la Deuxième Guerre mondiale vient exacerber cette contradiction entre la profondeur, l'humanité et la grâce (parfois violente, grotesque) des œuvres d'art et les comportements des sociétés, qu'il s'agisse de la corruption morale, de la cupidité, de la brutalité criminelle, de la sauvagerie guerrière. Mais cette contradiction – qui éclate quand on voit la Wehrmacht défilé dans Paris ou Hitler visiter la ville déserte qu'il vient de conquérir – se déploie dans un passé plus lointain comme dans le présent. Dans le passé avec la figure de Napoléon, pantin narcissique (le cinéaste a-t-il vaguement pensé au «modèle» Sarkozy?), l'empereur parcourt les salles du Louvre en disant «C'est moi, c'est moi tout ça! c'est grâce à moi...», indication du caractère prédateur de tout musée, de toute collection, problème aujourd'hui soulevé par les pays qui furent colonisés ou pillés «légalement» (il se trouve toujours quelqu'un pour vendre un monument, un masque, etc. pour donner bonne conscience à l'envahisseur).

## Contraste entre Paris et Leningrad

«Quiconque professe le matérialisme historique, écrivait Walter Benjamin dans ses «thèses sur le concept d'histoire», ne peut envisager les «biens culturels» que d'un regard plein de distance. «Car dès qu'on songe à leur origine, comment ne pas frémir d'effroi? Ils ne sont pas nés du seul effort des grands génies qui les créèrent, mais en même temps de l'anonyme corvée imposée aux contemporains de ces génies. Il n'est aucun document de culture qui ne soit aussi un document de barbarie. Et la même barbarie qui les affecte, affecte tout aussi bien le processus de leur transmission de main en main.»

La Marianne républicaine, hâve et triste, psalmodiant «Liberté, égalité, fraternité», réprouvée sous Vichy mais qui vivait dans la résistance, errant à son tour dans les salles, est-elle aujourd'hui autre chose que la pourvoyeuse du tourisme culturel de masse? Elle erre guidée par Napoléon. Demain elle sera avec les containers dans un avion-cargo, vouée à la force indifférente des flux.

La mainmise des nazis sur les trésors artistiques des pays vaincus – un organisme dédié à cette tâche, le Kunstschutz, y veillait au prétexte de leur protection – est donc un avatar supplémentaire des actes prédateurs qui présidèrent à leur rassemblement. Les «intérêts du patrimoine rencontraient le totalitarisme», dit le commentateur. Mais là aussi l'inégalité règne et le film compare les sorts si différents que furent ceux de l'URSS et de la France dans la guerre hitlérienne. Le film soulève ici un aspect délibérément mis sous le boisseau en Europe et dans l'approche «militaire» de la guerre que distillent les commémorations: la France capitule et collabore, mais elle est vue comme une partie intégrante de l'Europe nouvelle construite par les nazis «contre le bolchévisme». L'URSS, en revanche, est à détruire: les êtres humains comme les monuments, les villes et les villages. Une guerre d'extermination d'un côté, une annexion de l'autre. Dans le film, des documents d'actualité concernant le siège de Leningrad, les bombardements de la ville et de l'Hermitage, le million de morts civils du siège, morts de faim et de froid quand ce n'était pas sous les bombes, font un violent contraste avec la quiétude polie qui règne à Paris, les rapports du vainqueur et du vaincu. Sokourov ne s'attarde guère sur le sort



Contraste: En haut, cocktail sur un toit de Paris dans le milieu du cinéma avec des officiers nazis, au-dessus d'un grand boulevard. En bas, siège de Leningrad. Un million de morts de faim, de froid et par les bombardements nazis.

des résistants (quelques images pourtant) et ignore celui des Juifs. Il ne s'intéresse pas aux restrictions de tous ordres qui pouvaient affecter les habitants. Mais il est vrai que l'échelle n'est pas la même. «Un seul ennemi, le bolchévisme» est alors le mot d'ordre. Ou le «judéo-bolchévisme», puisque les deux mots étaient alors associés dans la même détestation.

## Où il s'agit de la Russie

Taxera-t-on Sokourov de «poutinisme», avec ce schématisme, cette pauvreté de jugement qui affecte volontiers les commentateurs quand il s'agit de la Russie, en le voyant opposer la souffrance du peuple russe opposée à une forme de décadence de la France (trahison des élites politiques, complaisance des intellectuels)? En relevant qu'il insère une photo de Staline parmi les images terribles du siège de Leningrad? Ce serait s'aveugler sur les propos qui nous viennent de là-bas et qui ne sont guère éloignés de ceux de Svetlana Alexievitch, la récente Prix Nobel de littérature, quand elle s'interroge sur la destinée de son peuple. Tous deux vivent une situation de crise dans la culture qui les a vus naître, ils ont été formés à l'époque soviétique et s'ils ont souffert

de ses contraintes, demeurent stupéfaits et indignés du basculement de leur pays dans la corruption, le cynisme des forts et la relégation des faibles, leur effacement (comme le montre aussi le dernier film d'Andreï Kontchalovski, *Les Nuits blanches du facteur* sur un village «oublié» de l'Etat dans le lointain Arkhangelsk). Leur situation, si elle n'est en rien comparable à celle où se trouvait Benjamin quand il écrivit ses thèses, réfugié en France, bientôt enfermé dans un camp pour étrangers et acculé au suicide quand il vit déferler l'armée nazie sur la France et la frontière espagnole lui être interdite, leur donne une lucidité comparable sur les phénomènes qui vient de la profondeur qu'ils donnent à leur regard.

Simultanément à la sortie du film de Sokourov, les éditions de L'Age d'Homme à Lausanne, publient un ouvrage du cinéaste qui s'y révèle mémorialiste, essayiste, poète, narrateur, diariste: *Au milieu de l'océan*. ■

François Albera

A voir en avant-première le jeudi 29 octobre à 20h30 au cinéma Capitole, à Lausanne, en présence de l'acteur principal, Louis-Do de Lencquesaing (rôle de Jacques Jaujard), et dans les salles de Suisse romande dès le 25 novembre.

## AGENDA CULTUREL ET MILITANT

### Révolutions au Rojava/Conférences avec Yasin Duman

Dimanche 25 octobre à 16h30, Av. de la Gare 3, Neuchâtel, Lundi 26 octobre 2015 à 20h, place Chauderon 5, Maison du Peuple, Lausanne

Yasin Duman a rédigé un mémoire sur le fonctionnement politique du Rojava (Kurdistan Syrien) et la résolution des conflits dans cet espace.

### Après l'été grec, plus d'espoir de changement en Europe?

Jeudi 29 octobre à 19h, salle Carson, Maison des associations, rue des Savoises 15, Genève

Avec différents représentants de forces européennes de la gauche anti-austérité.

PARTENARIAT

30 octobre 2015  
entrée 5.- CHF, dès 20h00

Salle de la Traversée  
rue de Berne 50  
1201 Genève

Soirée  
"Solidaires avec la Grèce"

avec REBETEKE à 21h00

Petite restauration : spécialités grecques

solidaires avec la Grèce